

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

Prison de

Ruhengeri Kigali
Ruhengeri ✓6644
R-E-~~16006~~

Nom

NKILİYUMWAMI

Origine

Rukopi

Chefferie

Kibali

Territoire

Ruhengeri

Profession

Cultivateur

N° du R.E.

~~6518~~ 46006-6644

Formule dactyloscopique :

Arrêté le

22 juillet 1954

Condamné le :

1/4 de peine :

Sorti le

Transféré le :

27/7/54 à Kigali

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



10131

Arr. Kig. 27.7.54

LE GARDIEN.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge suppléant du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résident à Kigali
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de RUHIGIRA, kunyavwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali.

prévenu de Détournement par un agent chargé d'un service public (145 CPL 11)

Vu l'ordonnance en date du ~~5 mars~~ 21 janvier 1952.

autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 5 mars 1952. ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 4 avril 1952.

Le Juge suppléant du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résident à Kigali
Police de

PRUD'HOMME.

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de: Montreal, Quebec, Canada
Police de (1) Montreal

Vu les pièces de l'instruction à charge de WILLIAMS, James Rowan, né le 1911,
détenu à la prison de Miami.
 prévenu de 54, exerçant sa fonction de directeur d'un journal public, dat. 145
9.2.4.11.

Vu l'ordonnance en date du 31 janvier 1952
 autorisant la mise en détention préventive ;
 Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;
 Entendu l'inculpé et son défenseur M. [redacted] agréé par
 nous. (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 5 février 1952 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Niamey le 5 mars 1959.
 Le Juge du Tribunal de { Résidence de Niamey, Président Nigali
 { Police de Niamey

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali.
~~Butare (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de RUHIGIRA, munyarwanda, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali.
 prévenu de détournement par agent public (art. 145 C/P.L. 11)

Vu l'ordonnance en date du 21 janvier 1952.
 autorisant la mise en détention préventive ;
 Oui le Ministère Public en ses réquisitions ;
 Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par
 nous, (2).

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
 Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
 Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;
 Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 21 janvier 1952. ;
 et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
 provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 5 février 1952.

supléant
 Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, à Kigali.
~~X pour xxx~~

D. VAUTHIER.

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt troisième jour du mois de janvier Suppléant

Par devant Nous D. VAUTHIER Juge de Tribunal de Résidence du Ruanda, à Kigali
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé RUHIGIRA, munyarwanda, pr
qualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda, à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de détournement par agent public
(art. 145 C.P. L.II)

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt troisième jour du mois de janvier suppléant

Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence du Ruanda, à Kigali
Juge de Police de

Attendu que le nommé RUHIGIRA
est prévenu de détournement par agent public
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé RUHIGIRA
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge suppléant
D. VAUTHIER,

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

Le dossier R.M.P. No 2300/T

en cause de 1) *RUHIGIRWA*

2)

3)

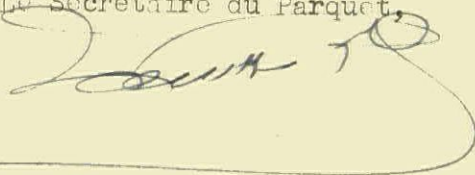
4)

5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Residence du Rwanda*

Kigali, le 9-4-1952.

Le Secrétaire du Parquet,



Signalement :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils

Yeux

Front.....

Nez

Bouche

Menton

Barbe.....

Figure

Signes particuliers :

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil xx de xx guerre xx)

Résidence du Ruanda, à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

RUHIGIRA Théoneste, ~~fin~~nyarwanda, mututsi, fils de Nsengimana (dcd) et de Nyirakamenyero (ev) originaire de la colline Ruheru, chefferie Cyesha, territoire de Shanguu, et y résidant, aide-percepteur d'impôts du chef Gakoko

prévenu de détournement de fonds publics

infraction prévue par l'art. 145 du C.P. L.II

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit.....RUHIGIRA

soit arrêté et conduit à la maison centrale d'e Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 16 janvier 1952.

L'Officier du Ministère Public.

G. TACQ,

Q. Caesop

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt :

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent.....*Cinquante et un*....., le *troisième*
jour du mois de *Novembre*

Nous,.....
en Territoire de.....*Shangugu*....., Officier de Police Judiciaire à compétence
.....*générale*.....
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé.....*RUHIGIRA*....., fils de *Bisingimana (+)*
et de *Kirakamenzu (en vie)*....., originaire du Territoire de *Shangugu*
chefferie.....*Cyasha*....., sous-chefferie *Gakoko*
colline.....*Rukem*....., résidant à.....*Rukem*

inculpé de.....*de tournoiement*.....et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à la prison

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

**ORDONNANCE DE CONFIRMATION**

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de U. Munda, résident à Kigali
Police de (1)
 Vu les pièces de l'instruction à charge de NKIRIYUMWAMI,
actuellement en prison de Kigali

prévenu de vol à 1^{re} fois de violences, art. 70 et 62 C.P.L.11.

Vu l'ordonnance en date du 2 août 1954
 autorisant la mise en détention préventive ;
 Ou le Ministère Public en ses réquisitions ;
 Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
 nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 16 septembre 1954
 et vu l'article 37 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux
 conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 16 octobre 1954

Le Juge du Tribunal de { Résidence de U. Munda, résident à Kigali
Police de

~~.....~~
~~.....~~
R. BOURGEOIS.-

R. Bourgouis

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
 (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
 (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves
 et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
 (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

PRO=JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante ~~quatre~~ quatre, le 22 ième
 jour du mois de juillet
 Nous, DEVISSCHER A. Officier de Police Judiciaire à compétence générale
 en Territoire de Ruhengeri
 Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
 saisi le nommé Nkiriwami fils de Mashyiga et d Nyirangirimana
~~et de~~, originaire du Territoire de Ruhengeri
 chefferie Kibali, sous-chefferie Rokoji /s-chef Nkundiye
 colline Rukoji, résidant à XX
 inculpé de vol à l'aide de violences et attendu que l'infraction commise par cet
 indigène est punissable de-(1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
 grante ou réputée telle-(2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à la prison de Ruhengeri

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,

Signé DEVISSCHER

arrêté le

Pour copie certifiée conforme
 le Secrétaire du Parquet
 Kigali le 28-7-1954
 Fr. Caluwaertz

par

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction

N.A.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de U. Muanda, résident à Kigali~~Police de~~ (11)

Vu les pièces de l'instruction à charge de M. Miliyurwandi, muryarwanda, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali
 prévenu de Vol à l'aide de violences, art. 79 et 82 C.P.1.11

Vu l'ordonnance en date du 2 août 1954

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
 nous (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 17 août 1954 ;
 et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté /
 provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 16 septembre 1954suppléant
Le Juge du Tribunal deRésidence de U. Muanda, résident à Kigali~~Police de~~ --

I. KELSDOERF.-

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves
 et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

**ORDONNANCE DE CONFIRMATION**

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant

Le Juge du Tribunal de { Résidence de n. Ruanda, résidant à Nigali
Police de (1) ---Vu les pièces de l'instruction à charge de NKIRIYUMWAMI, mugali, marié, pré qualifié, détenu
à la prison de Nigaliprévenu de Vol à l'aide de violences, art. 1, et 82 C.r.-P.Vu l'ordonnance en date du ~~XX/XX/XXXX~~ 2 août 1954
autorisant la mise en détention préventive ;

Ou le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. --- agréé par
nous, (2) ---

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du ~~XX/XX/XXXX~~ 2 août 1954
et vu l'article 38 du décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux
conditions précédemment imposées. (4)Fait à Nigali le 17 août 1954
suppléantLe Juge du Tribunal de { Résidence de n. Ruanda, résidant à Nigali
Police de ---**R. BOURGEOIS.**

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves
et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

N.A.

1341. 5439/L.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le deuxième jour du mois de août, suppléant

Par devant Nous ~~le Juge~~ Juge de Tribunal de Résidence de ~~à Bukuru, à Nigali~~ Nigali, Juge de Tribunal de Police de ~~à Bukuru, à Nigali~~ a comparu le nommé NKIRIYIMWAMI, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Nigali

L'Officier du Ministère Public le tribunal de 1^{re} Instance à Bukuru, à Nigali

a exposé qu'une instruction du chef de vol à l'aide de violences,

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose :

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le deuxième jour du mois de août, suppléant

Nous ~~le Juge~~ Juge du Tribunal de Résidence de ~~à Bukuru, à Nigali~~ Nigali, Juge de Police de ~~à Bukuru, à Nigali~~

Attendu que le nommé NKIRIYIMWAMI, est prévenu de Vol à l'aide de violences, et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Nigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P. qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

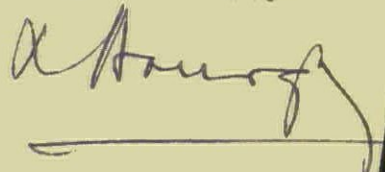
Ordonnons que le nommé NKIRIYIMWAMI soit conduit et détenu à la prison de Nigali

Notifié au prévenu le

195...

Le Juge, suppléant

N.A. 1341. 5439/L.



Signalement :

Taille

Cheveux

Sourcils

Yeux

Front

Nez

Bouche

Menton

Barbe

Figure

Signes particuliers :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

RMP.5439/L.

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Première Instance d'Usumbura, séant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

NKIRIYUMWAMI, munyarwanda, fils de Mashiga, (+) et de Nyirangirimana (év) originaire de la colline Mukozi, sous-chef Nkundiye, chefferie Kibali, territoire de Ruhengeri, y résidant, muhutu des abacyaba, marié à Ntayungura, deux enfants, aucune condamnation antérieure, travailleur du commerçant indigène Banfakurera,

prévenu de Extorsion,

infraction prévue par l'art. 84 C.P.L.11.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il ~~existe des indices sérieux de culpabilité~~, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit NKIRIYUMWAMI,

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 28 juillet 1954

L'Officier du Ministère Public,

E. LAMY.-

Arrêté le

par

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

Résidence d. Rwanda
Prison de Kigali

N° R.E. / 16006
R. M. P. N° / 5489/L

FICHE DU DÉTENU : NKIRIYUMWAMI

Originaire de la chefferie Kibali

Territoire Kuehengeri

Résidence ou district Rwanda

Condamné le 2 , par

à

du chef de extorsion

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine